

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaine du 10 au 16 mars 2023

Résumé:

 Le fort dynamisme du commerce bilatéral en 2022 permet au Brésil de redevenir le 1^{er} débouché de la France en Amérique latine.

Les échanges commerciaux entre la France et le Brésil confirment leur dynamisme en 2022 (+35,2%). Les exportations brésiliennes vers la France (4,3 Mds EUR, +47,6%) ont davantage progressé que les exportations françaises vers le Brésil (4,1 Mds EUR, +24,2%). En conséquence, le solde commercial vis-à-vis du Brésil se contracte et affiche même pour la première fois un déficit, à -216 M EUR.

LE CHIFFRE À RETENIR

1ER

C'est la place du Brésil en 2022 parmi les débouchés des exportations françaises en Amérique latine avec 29,8% des ventes (4,1 Mds EUR) à destination de la zone

Le Brésil repasse devant le Mexique (27,6% avec 3,8 Mds EUR d'exportations françaises qui l'avait détrôné en 2021 pour la première fois depuis plus de 10 ans

 La Banque centrale du Brésil (BCB) renouvelle sa confiance dans la stabilité financière du pays.

Alors que son avis était attendu dans le contexte de ralentissement du marché de crédit et du risque de faillite du détaillant Lojas Americanas, le Comité de stabilité financière (Comef) de la BCB s'est montré rassurant. L'autorité monétaire dit continuer de constater une absence de risques financiers significatifs, et juge adéquats les niveaux de provisions, de capitalisation et de liquidité.

 Le gouvernement fédéral va verser 26,9 Mds BRL aux États pour compenser la baisse de la taxe ICMS.

Impôt indirect collecté par les Etats fédérés et les municipalités, l'ICMS est depuis juin 2022 plafonné à 17% pour certains produits jugés essentiels (dont les carburants). Les États réclamaient depuis lors des compensations. Cette baisse de l'ICMS, qui représente 76% de leurs revenus (hors transferts de l'Union), a en effet entrainé une diminution réelle de 4,7% de leurs revenus propres en 2022.

- Evolution des marchés du 10 au 16 mars 2023.
- Graphiques de la semaine : échanges commerciaux France-Brésil.

Le fort dynamisme du commerce bilatéral en 2022 permet au Brésil de redevenir le 1^{er} débouché de la France en Amérique latine.

Les échanges commerciaux entre la France et le Brésil ont fortement progressé en 2022 (+35,2%), comme le montrent les données des Douanes françaises. Cela confirme le rebond enregistré en 2021 (+15,6%) après une nette contraction en 2020 (-26%) liée à la crise économique et sanitaire. Le commerce bilatéral dépasse ainsi largement son niveau pré-pandémie, avec 8,3 Mds EUR d'échanges commerciaux en 2022 contre 7,2 Mds EUR en 2019.

La France, qui dégageait un excédent structurel avec le Brésil, enregistre pour la première fois en 2022 un déficit commercial (-216 MEUR) vis-à-vis du Brésil¹ (cf. graphique 1). Cela s'explique par une progression des exportations françaises vers le Brésil moins forte que celle des exportations brésiliennes vers la France.

Les exportations françaises vers le Brésil augmentent de +24,2% en 2022 pour atteindre 4,1 Mds EUR, contre 3,3 Mds EUR en 2021, retrouvant ainsi quasiment leur niveau de 2019. Elles restent toutefois légèrement inférieures au maximum de 4,8 Mds EUR enregistré en 2015. Les exportations françaises ont su profiter de la croissance économique brésilienne (+2,9% en 2022) et de la vitalité des importations du pays (+24,2%). Grâce à cette hausse, le Brésil, qui ne représente toutefois que 0,7% des exportations françaises totales, devient le 28ème client de la France (cf. graphique 2). Le pays redevient par ailleurs le 1er débouché français en Amérique latine avec 29,8% des ventes à destination de la zone, devant le Mexique (en absorbant 27,6% soit 3,8 Mds EUR des exportations françaises) qui l'avait détrôné en 2021 pour la première fois depuis plus de 10 ans.

Les exportations françaises vers le Brésil sont majoritairement composées de produits manufacturés à haute valeur ajoutée (cf. graphique 3). Stimulés par la levée des mesures sanitaires, les matériels de transport dominent à nouveau les ventes françaises (28,5% du total). Constituées principalement d'aéronefs mais

également de véhicules ainsi que de leurs pièces et accessoires, ces exportations profitent de la reprise après un effondrement à partir de 2020 en raison de l'impact de la pandémie sur le secteur aérien. Avec une augmentation de +94,5%, ce poste retrouve son dynamisme et atteint 1,2 Md EUR contre 596 M EUR en 2021. Viennent ensuite les produits chimiques, parfums et cosmétiques (25,6% des ventes, principalement des produits chimiques organiques, pesticides et produits agrochimiques) qui, malgré une hausse de +13,9% à 1 Md EUR, passent de la 1ère à la 2ème place des exportations françaises vers le Brésil. Les produits pharmaceutiques, qui avaient accusé une baisse marquée en 2020, continuent de se redresser (446 MEUR, +19%, 11% du total) occupant toujours la 3ème position, suivis par les machines industrielles, agricoles et diverses (375 MEUR, +4,8%, 9,2% du total).

Les importations françaises de biens brésiliens ont connu une forte hausse en 2022, progressant de 47,6% pour atteindre 4,3 Mds EUR. Le Brésil gagne deux places au rang des fournisseurs français, occupant désormais la 34ème place en représentant 0,55% du total des importations françaises.

L'impact de la guerre en Ukraine sur les marchés agricoles et de l'énergie a largement contribué à la hausse des importations françaises depuis le Brésil, en volume comme en valeur. Les exportations brésiliennes vers la France sont en effet principalement composées de produits de base, essentiellement des produits agroindustriels et des minerais (cf. graphique 4). Les produits des industries agroalimentaires restent de loin le 1er poste d'importation français, avec 26,5% des achats réalisés en provenance du Brésil (1,1 Md EUR, en hausse de +41,1%). Ce poste recouvre essentiellement des tourteaux et fèves de soja, ainsi que du jus d'orange. Viennent en deuxième position les hydrocarbures naturels et autres produits des industries extractives – huiles brutes de pétrole et minerais de fer en particulier - qui augmentent de +37,1% à 927 MEUR (21,7% du total des imports français du Brésil). Ils sont suivis du poste « bois, papier, carton » (640 MEUR, +51,6%, 15% des imports), puis des produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (513

¹ Selon les chiffres du Secrétariat brésilien au commerce extérieur, l'excédent est au contraire à l'avantage de la France. Les données officielles brésiliennes affichent ainsi des échanges bilatéraux à 8,4 Mds USD et un excédent de 1,5 Md USD pour la France. La part de marché de la France au Brésil est de 1,8% (13ème fournisseur,

^{3&}lt;sup>ème</sup> européen derrière l'Allemagne avec 4,7% et l'Italie 2%), contre 2,2% en 2021.

MEUR, +59,5%, 12% du total), et enfin des produits métallurgiques et métalliques, en hausse de +229%, qui atteignent 361 MEUR (8,4% du total).

La Banque centrale du Brésil (BCB) renouvelle sa confiance dans la stabilité financière du pays.

Le Comité de stabilité financière (Comef) de la BCB s'est montré rassurant dans son compterendu de la réunion du 1^{er} et 2 mars, dévoilé le 9 mars.

L'autorité monétaire n'a pas jugé nécessaire un changement de la politique macroprudentielle, étant donné « l'absence d'accumulation significative de risques financiers ». La BCB a ainsi choisi de maintenir le ratio de coussin de fonds propres contra-cyclique (ACCPBrasil) à 0%. Elle a toutefois souligné qu'elle était attentive à l'évolution de la situation, se disant prête à agir si nécessaire.

Cet avis était attendu dans le contexte de ralentissement du marché de crédit² et du risque de faillite du détaillant Lojas Americanas³. Le Comef note en effet la baisse de la croissance du crédit, soulignant toutefois un niveau de prêts accordés encore assez élevé. Concernant le cas Lojas Americanas, la BCB souligne les effets négatifs sur la rentabilité des institutions bancaires du fait de l'augmentation de leurs provisions, également favorisées par la progression de l'endettement des ménages et des arriérés de paiement.

Le Comef juge les niveaux de provisions comme étant adéquats, tout comme les niveaux de capitalisation et de liquidité, toujours bien supérieurs au minimum requis. Les résultats des tests de résistance (stress tests) continuent par ailleurs d'indiquer que le système financier brésilien est prêt à faire face à des augmentations considérables d'actifs problématiques.

Sur le scénario mondial, le Comef évoque comme principal sujet d'inquiétude la possibilité d'un durcissement monétaire dans les principales économies du monde plus long qu'anticipé. Cela pourrait avoir des conséquences sur le prix des actifs au Brésil. La résilience des économies émergentes face au resserrement des conditions financières est toutefois soulignée.

Publié avant la faillite de banque américaine Silicon Valley Bank (SVB) le 10 mars, le rapport n'évoque pas les conséquences pour le Brésil de cette crise bancaire, qui a provoqué au niveau mondial une montée des préoccupations sur la stabilité financière. Selon José Júlio Senna, ancien président de la BCB, la crise des banques américaines ne devrait pas affecter le Brésil, grâce à la « très bonne régulation » du système bancaire national. Les banques brésiliennes, pas directement exposées, n'ont d'ailleurs pas enregistré de fortes variations de leurs actions ces derniers iours. Le Crédit Suisse, en crise après avoir annoncé des « faiblesses significatives » dans ses bilans et contrôles au cours des deux dernières années, est présent sur le marché brésilien, et exerce principalement dans les activités de gestion de fortune et de banque d'investissement. Avant même l'annonce du renflouement de la banque par la banque centrale suisse, les préoccupations au Brésil étaient restées mesurées, au vu de la solidité du bilan de la filiale brésilienne, et de son caractère non systémique. Selon les premières analyses d'économistes brésiliens, les conséquences pour le pays pourraient plutôt venir d'un changement éventuel de cap de la politique monétaire des Etats-Unis en réaction à cette augmentation du risque de crise financière. La prochaine réunion du Comef se tiendra le 23 mai.

Le gouvernement fédéral va verser 26,9 Mds BRL aux États pour compenser la baisse de la taxe ICMS.

Le ministre des Finances, Fernando Haddad, a annoncé vendredi 10 mars que le gouvernement fédéral compensera à hauteur de 26,9 Mds BRL (4,8 Mds EUR) les pertes de revenus des États brésiliens à la suite de la réduction en 2022 de la taxe ICMS (taxe sur la circulation des biens et des services). Le Ministre avait reconnu la nécessité de dédommager les Etats en mettant en cause cette baisse, décidée par le gouvernement précédent, selon lui pour des raisons électorales, ainsi que les conséquences négatives sur les budgets des Etats notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

Selon M. Haddad, « une bonne partie » de la valeur de l'indemnisation totale est déjà réglée.

² Voir Brèves du 23 février au 2 mars 2023.

³ Voir Brèves du 19 au 26 janvier 2023.

En effet, environ 9 Mds BRL (1,6 Md EUR) ont déjà été débloqués, certains États ayant obtenu une injonction de la part de la Cour suprême fédérale (STF) à ne pas verser les règlements de leur dette envers l'Union. C'est le cas, par exemple, des États de São Paulo et du Piauí. Le reste de la compensation sera versée selon différentes modalités, et sera étalé sur les trois prochaines années, afin qu'elle n'ait pas d'impact sur les finances publiques fédérales de 2023. L'accord distingue trois catégories d'Etats:

- Les États qui doivent recevoir moins de 150 M BRL (27 M EUR) recevront la moitié de la somme due en 2023 et l'autre en 2024.
- Les États dont les créances sont comprises entre 150 et 500 M BRL (89 M EUR) recevront un tiers du montant en 2023 et les deux tiers restants en 2024.
- Les Etats qui ont plus de 500 M BRL à recevoir de la part de l'Etat fédéral toucheront quant à eux 25% du montant en 2023, 50% en 2024 et 25% en 2025.

Les États soumis au régime de redressement budgétaire (Rio de Janeiro, Goiás et Rio Grande do Sul), bénéficieront aussi de ces sommes (selon leur catégorie), mais celles-ci seront directement déduites de leur dette en 2026. Ces sommes représentent 900 M BRL (160 M EUR).

Les Etats réclamaient depuis des mois des compensations suite à la baisse de cet impôt indirect, qui constitue leur principale source de revenus (76,4% de leur collecte fiscale en 2022), hors transferts de l'Union. En plus d'une modification

de sa méthode de calcul (loi 1924), l'ICMS a été plafonné en juin 2022 (loi 194) à 17% ou 18% (contre entre 20% et 34% auparavant) pour les produits et services considérés comme essentiels, tels que les carburants. l'électricité. les services communication et les transports publics. Même si les Etats continuent d'afficher en 2022 un excédent primaire (+0,4% du PIB), celui-ci s'est réduit (+0,9% du PIB en 2021) du fait de la baisse réelle de 4,7% de leurs revenus (hors transferts fédéraux), en lien avec la baisse des recettes issues de l'ICMS (-7,9%). Pour compenser cette perte de recettes, 12 Etats avaient fin 2022 voté une augmentation des taux ICMS sur des produits non-essentiels.

Cet accord met donc fins aux négociations entre qouvernement fédéral et les États. L'accord doit cependant encore être homologué par la Cour Suprême. Cet instance judicaire avait en septembre agit comme intermédiaire en donnait un délai de 120 jours aux deux parties pour parvenir à un accord. Lors d'une réunion en janvier, le gouvernement fédéral proposait une compensation à hauteur de 22,5 Mds BRL (4 Mds EUR) quand les Etats fédérés réclamaient d'abord 45 Mds BRL (8 Mds EUR) puis 37 Mds BRL (6,6 Mds EUR). L'Etat fédéral et les entités régionales devraient désormais concentrer leurs discussions sur le projet de création d'une taxe sur la valeur ajoutée, ayant pour but de simplifier de la taxation indirecte en unifiant diverses taxes (dont l'ICMS).

Evolution des marchés du 10 au 16 mars 2023.

Indicateurs*	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-3,0%	-6,4%	102 741
Risque-pays (EMBI+ Br)	+29pt	+20pt	276
Taux de change R\$/USD	+3,0%	+0,2%	5,29
Taux de change R\$/€	+3,0%	-0,4%	5,61

^{*} Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

 $^{^4}$ La loi 192 a modifié le calcul de l'ICMS. Elle établit que la taxation du carburant, unifiée au niveau national, se fait désormais par litre,

Graphiques de la semaine : échanges commerciaux France-Brésil.

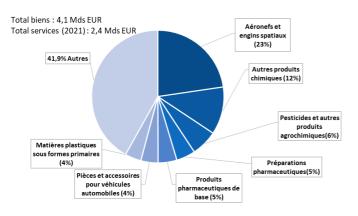
1. Echanges commerciaux France-Brésil et solde commercial de la France (en M EUR)



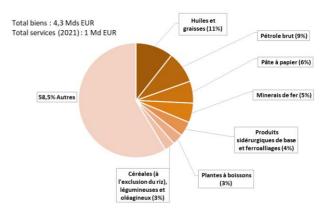
2. Positions du Brésil dans le commerce extérieur français

	2021		2022	
	Rang	Part dans le total (%)	Rang	Part dans le total (%)
Clients	30	0,68	28	0,70
Fournisseurs	37	0,49	34	0,55
Partenaires	31	-	29	-

3. Exportations françaises vers le Brésil en 2022 (% du total)



4. Exportations brésiliennes vers la France en 2022 (% du total)



Source: Douanes françaises, SER Brasilia.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília Rédacteurs : Rafaël Cezar, Adrien Ferrand, Vincent Le Régent

Pour s'abonner Crédit photo : vincent.leregent@dgtresor.gouv.fr ©marchello74